

EPIDEMIE DE COVID-19 :TOUT SE PAIERA !

Les agents de la DGFIP : de parias à rouages essentiels de la Nation

Alors que depuis des années on supprime nos emplois par dizaines de milliers, qu'on gèle nos salaires, qu'on fait disparaître nos règles de gestions, les agents de la DGFIP deviennent comme par magie des agents essentiels pendant cette période de crise sanitaire.

La DGFIP multiplie les signaux contradictoires mettant en danger la vie des agents avec comme d'habitude un sérieux retard à l'allumage.

On nous annonce que la priorité de l'État doit être le paiement aux entreprises et la paye. En conséquence, il faut mettre en place des équipes réduites dans les services impôts entreprises d'un côté pour faire les remboursements de crédit TVA et les remboursements d'acomptes d'impôts sur les sociétés.

Dans les trésoreries SPL, il faut mettre en place des équipes réduites pour le paiement des entreprises et la gestion de la paye.

Et on découvre au final que la Direction Générale estime essentiel de maintenir l'accueil sur rendez-vous alors qu'il est illégal pour les usagers de se déplacer. On découvre que les agents des SIP devront rester mobilisés pour répondre aux e-contacts !

Il aura fallu attendre le 23 mars pour que la Direction générale annonce la suspension des poursuites contentieuses ! Combien de collègues forcés de se déplacer dans les transports en commun dans l'intervalle ?

Alors que l'on a la possibilité de faire les arrêtés comptables une fois par semaine sur les SIP, on découvre que dans plusieurs SIP les chefs de service maintiennent des équipes de 8 à 10 agents avec tous les encadrants !

La seule présence obligatoire dans les SIP, c'est un agent pour la comptabilité, un agent pour envoyer des messages d'attente sur les e-contacts et un cadre ! Mettre plus de monde, c'est prendre la responsabilité de multiplier les cas d'infections dans nos services, dans les transports en commun et dans nos familles !

Le plan de continuation de l'activité prévoit aussi l'ouverture des guichets des trésoreries hospitalières en pleine épidémie ! Alors que l'on sait très bien que l'essentiel des fonds des hôpitaux ne transite pas par les guichets mais par les fonds versés par les mutuelles et la Sécurité Sociale, on fait prendre des risques inutiles aux usagers comme aux agents alors que les hôpitaux ont pour la plupart fermés leurs guichets de consultation pour pouvoir gérer les flux de malades du COVID-19.

Si pour l'instant les remontées que nous avons des trésoreries sur le département confirment la mise en place d'un turn over, on découvre par endroit que l'on a maintenu les services recettes pour gérer le courant alors que l'on peut ne les mobiliser que pour réceptionner les dotations et les avances de l'État une fois par mois.

Le manque de discernement et de contrôle des services déconcentrés, résultant en grande partie des consignes inaptées de la Direction Générale en période de pandémie met en danger la vie des agents.

Cela découle aussi de l'abandon progressif que l'on constate partout d'une gestion centralisée des services déconcentrés de la DGFIP, permettant aux chefs de services de s'affranchir par endroit des règles de bon sens qui sont pourtant rabâchées par les autorités sanitaires à longueur de journée.

Protection des agents : manque de moyens et principe de précaution au rabais

Sur le département les cas de COVID-19 se multiplient dans les services et ça s'accélère au fur et à mesure que le temps passe.

Le lundi 23 mars, en pleine épidémie, combien de services disposent de masques ? Combien de services disposent de solutions hydro-alcooliques en nombre suffisant ? Combien d'agents sont exposés sans protection ?

NOUS INVITONS TOUS LES AGENTS DANS DES SERVICES OU IL Y A DES SUSPICIONS DE CAS A SE MANIFESTER : NOUS METTRONS EN PLACE DES DROITS D'ALERTE ET DES DROITS DE RETRAIT POUR TOUS CEUX QUI ESTIMENT QUE LEUR SECURITE N'EST PAS GARANTIE.

Aujourd'hui, l'heure n'est pas aux demi-mesures. Dans des cas confirmés ou suspicions c'est quarantaine pour tous les agents en contact et dispositifs matériels et organisationnels afin de protéger tous les agents dans l'exercice de leurs missions.

Le gouvernement de Macron et sa clique refusent d'organiser des dépistages de masse comme l'Allemagne ou la Corée parce qu'ils savent qu'ils ne contrôlent pas l'épidémie. Ils mettent la responsabilité sur le dos des travailleurs, en appellent à notre responsabilité.

On nous dit de rester confinés mais de continuer à venir travailler alors que rien n'est prévu pour assurer notre sécurité. Toutes les suspicions que nous avons dans les services ne seront pas confirmées sauf pour des collègues qui auront le malheur de finir à l'hôpital où là ils seront testés. Les autres recevront un appel de la médecine de prévention qui vérifiera leurs symptômes par téléphone.

Résultat, les Directions Départementales peuvent dire qu'il n'y pas beaucoup de cas dans nos services et continuer à faire comme si de rien n'était alors que les agents sont infectés les uns après les autres.

La pénurie de moyens de protections, l'incurie générale de ce gouvernement au service des patrons qui nous a tous mis en danger pour maintenir le premier tour des municipales commence déjà à tuer des soignants. Et nous constatons que plus le temps passe, plus on tente de rejeter la faute sur les salariés confinés mais obligés de sortir pour aller travailler.

Il n'y a pas d'union sacrée derrière ce gouvernement, qui a suspendu le statut de la Fonction Publique pendant la durée de la crise, qui profite de l'épidémie pour attaquer nos droits et qui met en danger la santé des travailleurs parce qu'il est incapable de gérer la pénurie de masques, de tests et tous les moyens nécessaires à ce que nous puissions travailler sans danger.

Nous effectuerons nos missions prioritaires parce que nous savons être indispensables dans la chaîne de paiement, pour les salaires, les hôpitaux et les collectivités locales, mais quand sera venue l'heure de faire les comptes, nous saurons nous en souvenir !